

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX



ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	6 mois, 22.00;	1 an, 40.00;	3 an, 78.00
Autres départements.....	23.00;	42.00;	80.00
Belgique.....	25.00;	45.00;	85.00
Caen Postal: tarif A.....	25.00;	45.00;	85.00
Tarif B.....	30.00;	55.00;	100.00

ANNONCES
REDACTION

ROUBAIX.....	43 & 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 39.04. Inter 4.
TOURCOING.....	23, rue Carnot, Tél. 37.
ELLE.....	9, rue Faidherbe, Tél. 57.07.
PARIS.....	32, boulevard de la Chapelle, Tél. Louvre 09.49.
MOUScron.....	109, rue de la Station, Tél. 4.44.

— Du CHIC —
De la QUALITE
Des Prix en Baisse
AUX CHAUSSURES

DOLLY
20, Rue de Lannoy, 20
ROUBAIX

Actuellement
EXPOSITION des
MODELES INEDITS
à 40%
SANS CONCURRENCE

A propos du conflit des salaires à Roubaix-Tourcoing

Depuis que sont ouvertes les négociations relatives aux salaires de l'industrie textile, le « Journal de Roubaix » est resté dans l'attitude réservée de l'informateur impartial, relatant avec précision les étapes successives de la discussion.

S'il élève aujourd'hui la voix, c'est devant l'imminence de la décision, pour se faire l'écho de l'opinion publique. Celle-ci ne pourrait comprendre qu'une solution prématurée déclanchât un conflit préjudiciable à tous.

Ouvriers et syndicats ouvriers sont aux prises avec le chômage qui a douloirement atteint le budget de maintes familles.

Patrons et syndicats patronaux luttent contre une crise économique indéniable et qui appelle des remèdes efficaces. Une nouvelle crise sociale ne pourrait que aggraver par l'ébranlement de la confiance et la suppression des ordres.

L'heure n'est-elle pas assez troublée pour s'interdire d'ajouter de nouvelles souffrances aux misères actuelles ?

Quant au Gouvernement, il a trop le sens de ses responsabilités pour ne pas craindre, comme un vrai péril social, une perspective de grève générale.

L'histoire récente des pays étrangers fournirait de son côté maints exemples d'intervention des Pouvoirs publics, frayant à des conflits analogues les voies d'une solution pacifique.

Quant à l'expérience sociale de nos régions, elle prouve à l'évidence qu'il est plus facile de prévenir les grèves que de les arrêter en plein cours.

L'oublier, ce serait assumer de lourdes responsabilités.

Tout espoir d'apaisement n'est d'ailleurs pas perdu.

Si la première phase des négociations n'a pas abouti, c'est sans doute que le problème, par sa complexité, en même temps qu'il met en cause patrons et ouvriers, engage aussi des éléments d'ordre général, qui requièrent une intervention des Pouvoirs publics.

Qui serait assez inconscient des périls de l'heure pour s'opposer à cette intervention des Pouvoirs publics ?

Qui serait assez oublieux de la paix sociale pour refuser à cette intervention les délais, s'ils étaient jugés nécessaires ?

On a dit des conflits internationaux que « gagner du temps, c'est souvent gagner la paix ». Cela n'est pas moins vrai des conflits sociaux. Au moment où tant d'efforts s'emploient noblement à éliminer la guerre de la politique des peuples, nous voulons espérer qu'une action éclairée des Pouvoirs publics, jointe à une organisation durable des relations intersyndicales, ménagera aux difficultés présentes des solutions d'apaisement et épargnera à nos populations laborieuses de nouvelles souffrances.

Le Journal de Roubaix.

Dernière Heure

LE GOUVERNEMENT INTERVIENT

Le ministre du Travail demande au Syndicat patronal de reporter au 18 mai la baisse des salaires, pour qu'il puisse agir entre-temps.

L'article que nous publions ci-dessus était sous presse quand nous avons reçu de la Commission intersyndicale patronale, dont les délégués venaient de rentrer de Paris, la note suivante dont nous nous félicitons, car elle répond au vœu que nous exprimions :

Les délégués de la Commission intersyndicale patronale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing ont été reçus mercredi après-midi par M. le Ministre du Travail, qui les avait invités à lui rendre compte de la situation créée par le refus des syndicats ouvriers d'accepter la diminution des salaires.

M. Landry, au nom du Gouvernement, a demandé aux délégués patronaux de reporter au 18 mai la diminution annoncée pour le 31 mai. Le ministre du Travail estime ce délai nécessaire pour que le Gouvernement puisse faire les interventions utiles susceptibles d'amener une solution heureuse du différend.

Les délégués patronaux transmettront cette demande à la Commission intersyndicale, dans la journée de jeudi.

IL Y A 2.520.113 CHOMEURS EN ANGLETERRE

Londres, 6 mai. — D'après les statistiques officielles publiées par le ministère du Travail, le nombre de chômeurs en Grande-Bretagne, à la date du 27 avril, était de 2.520.113, soit 9.257 de plus que la semaine précédente et 821.727 de plus qu'à la période correspondante de l'année passée.

LETTRE DE BRUXELLES L'ANGLETERRE ET LOCARNO

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 6 MAI 1931.

Plusieurs historiens de la Grande Guerre — et non de moindre autorité — ont exprimé l'avis que si, en 1914, lorsque l'orage pointait, l'Angleterre avait mis immédiatement son épée dans la balance, on annonçait officiellement qu'elle respectait la signature mise au bas des traités de 1839 et défendait la Belgique.

L'Allemagne l'envahissait, cette dernière aurait hésité. La guerre n'aurait peut-être pas eu lieu et la Belgique n'aurait pas été violée. C'est l'expectative de l'Angleterre et l'attente que l'invasion fut un fait et non une menace qui a permis à la Germanie de fonder sur la Belgique et de l'occuper dans les circonstances que l'on sait.

L'Angleterre a répondu à ces constatations historiques, que la Belgique ne lui avait rien demandé officiellement avant d'être prise à la gorge. C'est vrai.

Aujourd'hui, Locarno, remplace le traité de 1839. Très bien. Toutes les puissances l'ont signé. Elles accourront au secours de la Belgique, si l'Allemagne considère, un jour, le traité comme un chiffon de papier. Dormons sur nos deux oreilles. Inutile même d'avoir des cartes et des armées, disent les socialistes. Désarmons. L'Angleterre et la France sont là. Parfait! Mais il ne faudra quand même pas à la Belgique de rester comme un pionnier, de ne pas passer sa défense et de se mettre en cas de danger derrière les soldats de France et d'Angleterre. La Belgique combattrait aussi.

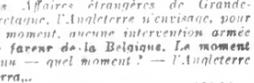
Quant à l'Angleterre, c'est moins clair. Il n'y a rien de rien, sauf la signature de Locarno. Et encore, s'il faut en croire ce que M. Henderson, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, a dit à l'Assemblée, pour le moment, aucune intervention armée en faveur de la Belgique. Le moment venu — quel moment ? — l'Angleterre viendra.

En 1914, aussi, elle a eu recours à la médiation de ses vaillants diplomates et a effacé, dans la suite, cette erreur diplomatique. Nous sommes, encore, dans la même situation.

S...

FIANCÉE

La princesse Hélène de Roumanie, sœur du roi Carol, dont on annonce les très prochaines fiançailles avec l'archiduc Antoine d'Autriche, l'un des fils de l'archiduc Léopold-Salvator, bien connu dans le monde de l'aviation. Le mariage avait lieu en juin. (Ph. Keystone.)



Paris, 6 mai. — L'Exposition coloniale s'est ouverte au jour fixé, à l'heure dite. Le soleil était heureusement de la fête, un soleil assez timide, ni très brillant, ni très chaud, mais joyeux quand même.

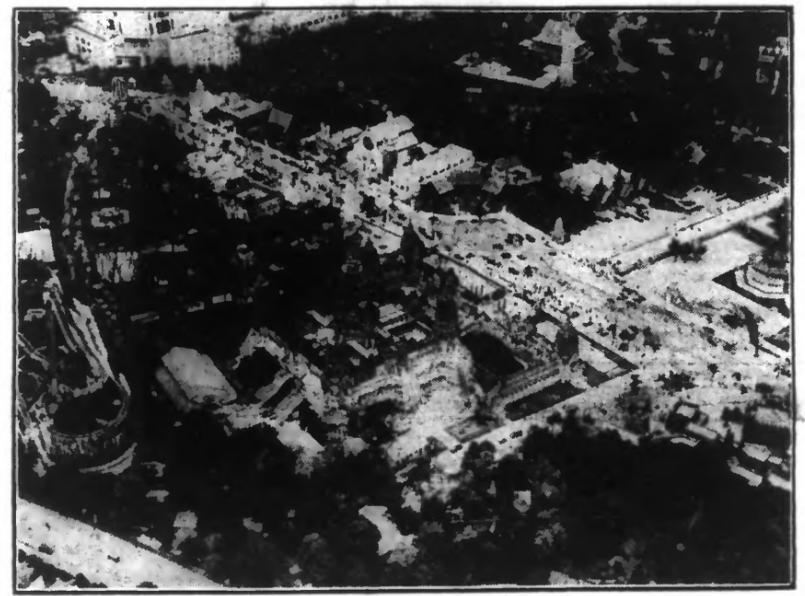
Toute la matinée, dans la fièvre, on a fait la toilette de l'Exposition. Bien des allées ont soigneusement ratisées, qui, hier soir, n'étaient pas encore recouvertes de sable. On a, dans la nuit, planté de grands arbres, piqués d'une zébrure neuve, des fleurs fraîches. Les jardins sont pimpants.

R...

Les négociations navales

Paris, 6 mai. — M. Massigli, chef de la délégation française chargée des négociations navales, a quitté Paris aujourd'hui pour Londres. La note irlandaise est analogue à la note britannique, n'a pas demandé une longue étude et les négociations vont reprendre dès demain à Londres.

M. Doumergue a inauguré hier, en compagnie du maréchal Lyautey, l'Exposition coloniale de Vincennes



UNE VUE AÉRIENNE DE L'EXPOSITION (W.W.P.)

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 6 MAI (MINUIT.)

L'inauguration de l'Exposition coloniale est un événement national. C'est le maréchal Lyautey, dont le nom chargé de gloire est à lui seul le symbole de la mission colonisatrice de la France, elle donne une idée de la variété et de même temps de la richesse de notre empire colonial. Elle permettra, suivant l'expression employée par M. Paul Reynaud, ministre des Colonies, de faire le Tour du monde en un jour. Et ce voyage pour être rapide sera plus fécond en impressions, riche en enseignements qu'un tour du monde ordinaire.

Le président de la République, ancien colon, lui-même, suit, plus que tout autre, ce que la France doit au magnifique soldat qui a fait du Maroc cette terre d'élection de la civilisation française. Notre empire colonial dont les aspects merveilleux sont rassemblés à Vincennes, est l'œuvre de ces hommes étonnants, comme l'illustre maréchal, qui ont été avant tout des créateurs et des réalisateurs. Ils ont surtout cherché à construire et à pacifier. Que de qualités et de vertus leur mission ! Il leur fallait de la compréhension à l'égard de ces races si éloignées de nous. Il leur fallait aussi de l'audace, du courage, du sang-froid, de la patience. Les fondateurs de nos colonies possédaient tous ces dons. Le maréchal Lyautey, type accompli du grand colonial français, a le droit de présenter avec orgueil l'Exposition de Vincennes. Elle est l'image réduite de cette grande France d'outre-mer à laquelle il a apporté la contribution de son énergie et de sa lumineuse intelligence.

R...

Paris, 6 mai. — L'Exposition coloniale s'est ouverte au jour fixé, à l'heure dite. Le soleil était heureusement de la fête, un soleil assez timide, ni très brillant, ni très chaud, mais joyeux quand même.

Toute la matinée, dans la fièvre, on a fait la toilette de l'Exposition. Bien des allées ont soigneusement ratisées, qui, hier soir, n'étaient pas encore recouvertes de sable. On a, dans la nuit, planté de grands arbres, piqués d'une zébrure neuve, des fleurs fraîches. Les jardins sont pimpants.

R...

Les pavillons luisent d'un enduit à peine sec.

La foule, la grande foule, s'égaille déjà autour du Musée permanent, dans les sentiers d'un décor de féerie. Les jets d'eau de la grande fontaine, à l'entrée de l'Exposition, bruissent doucement. Le vent agite les feuilles des beaux palmiers.

L'ARRIVÉE DE M. DOUMERGUE

Des coloniaux, à la porte principale, immobiles comme des statues d'un bronze diversément coloré, présentent les armes lorsqu'arrive M. Doumergue, qui vient inaugurer l'Exposition.

Une musique indienne accompagne sur un mode aigu les clairons qui égrenent à l'arrivée du cortège officiel les sonneries d'accueil. Les spahis marocains aux longs manteaux bottants, rangent leurs montures. La voiture présidentielle s'arrête.

M. Doumergue est assis aux côtés du maréchal Lyautey. Des vivats saluent leur entrée.

Le président répond d'un geste large, les musiques jouent les Marseillaise. Du polygone de Vincennes, tout proche, parviennent les schos des coups de canon de la salve d'honneur.

Le cortège inaugure sa forme et lentement, toujours entouré des cavaliers d'escorte, fait le tour de l'Exposition.

La voiture présidentielle est suivie de deux autres dans la seconde ont pris place le prince de Saxe, ministre d'Etat, sénateur, commissaire général d'Italie, doyen de l'Assemblée des commissaires généraux étrangers, et le gouverneur général Olivier, délégué général de l'Exposition. La troisième est occupée par les secrétaires généraux de la présidence de la République et de l'Exposition coloniale.

LA VISITE DE L'EXPOSITION

Le cortège passe devant la cité des Informations, immense, haute et blanche bâtisse. Il remonte par la route des fortifications jusqu'à la grande voie triomphale que constitue l'avenue des colonies françaises.

Au passage, on admire le pavillon de Madagascar, gardé par des tirailleurs malgaches et peuplé d'Indigènes vêtus de blanc qui agitent leurs bras et saluent à pleine voix. La tour qui domine le bâtiment dressé vers le ciel les cornes de quatre têtes de bœufs gigantesques.

Voici groupes, précédant le temple d'Angkor, la merveille de l'Exposition, les pavillons des Indes et de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, de la Guadeloupe et, plus loin, le Cameroun. Le pavillon d'Annam est perdu dans la verdure.

Les chefs noirs, dans leurs pittoresques vêtements, voisinent avec les jolies danseuses cambodgiennes en robes dorées; toutes les races sont mêlées.

On acclame le président dans toutes les langues, mais il faut le dire, surtout en français et en bon français.

De la route qui ceinture le lac Daumesnil, le président qui vient d'admirer l'imposant pavillon de l'A.O.F., la très curieuse reconstitution toute blanche d'un coin de Tunis, la fraîche représentation d'une habitation marocaine et les expositions de l'Algérie, laisse le pavillon de la Belgique, vaste et bien situé.

Le Congo belge est représenté avec ses habitations toutes rondes de la plus heureuse manière. A la fois exacte et artistique, sous l'angle le plus favorable.

On connaît l'effort italien. Le président de la République admire au passage les pavillons décorés avec un soin précieux et tout chatoyant des plus vives couleurs.

Le cortège passe ensuite devant le pavillon du Portugal, la reconstitution par les Etats-Unis de la maison de Washington à Mount-Vernon; les pavillons de la Hollande absolument prêts et qui seront inaugurés demain; elle fit une ovation au jeune empereur d'Annam lorsqu'il parut en robe de sole jaune, le torse barré d'un grand cordon jaune et rouge, coiffé d'un turban couleur paille.

Le gouverneur général Pasquier accompagnait le jeune souverain qui prit place sur l'estrade. Des projecteurs allumés dans la salle les ors des uniformes. On remarque, côte à côte, le général Weygand, dans la nouvelle tenue: dolman bleu foncé et pantalon rouge, et le général Gouraud en tenue kaki.

Le nouce du pape, Mgr Maglione, est au premier rang, à côté du baron de Galfier d'Hostrog, ambassadeur de Belgique.

Les assistants se lèvent à l'arrivée de M. G. Doumergue. Le président de la République grand place entre l'empereur d'Annam et le président du Sénat, Viennet ensuite, MM. Fernand Boulouise et Pierre Laval.

Le maréchal Lyautey est en grande tenue de maréchal de France: tunique bleue horizon et grand cordon de la Légion d'honneur.

Quatre discours sont prononcés: par le maréchal Lyautey, M. de Castellane, président du Conseil municipal; le prince de Saxe, doyen des commissaires étrangers, et Paul Reynaud, ministre des Colonies.

Le maréchal dans la salle est tel qu'on a peine à le reconnaître.

Pourtant, lorsque M. Paul Reynaud, au début de son discours, rend hommage au président de la République, toute la salle, debout, applaudit chaleureusement et crie à différentes reprises: « Vive Doumergue! »

Une ovation aussi à l'intention du maréchal Lyautey, une autre pour le jeune empereur d'Annam. Le discours du prince de Saxe, prononcé en excellent français, a été très applaudi.

(Lire la suite page 2.)

Les deux alpinistes perdus dans le Grand Caucase, n'ont été retrouvés qu'après six jours de recherches dans un chalet de l'Alpette. Un nouvel accident de secours paraît pour assurer leur retour. Une voiture d'ambulance les attendra au col.

Deux vieillards, un fermier et sa sœur, sont sauvagement assassinés à Nibas

LES MEURTRIERS AURAIENT EMPORTÉ 800.000 FRANCS

Un crime horrible a été découvert mardi soir, à Nibas, dans les environs d'Abbeville, où deux vieillards plus que septuagénaires ont été lâchement assassinés par des bandits. Le vol est à n'en pas douter le mobile du crime.

DEUX CADAVRES

Mardi, vers 7 heures, M^{lle} Duminié se rendait suivant son habitude à la ferme habitée par M. Delahaye, âgé de 75 ans et sa sœur, M^{lle} Marie Delahaye, âgée de 82 ans.

Elle trouva vainement à la porte. Comme on ne lui répondait pas, elle regarda par la fenêtre. Un cri d'épouvante lui échappa devant le spectacle qui s'offrait à ses yeux.

Dans la salle à manger, M. Delahaye, les pieds et les mains ligotés à l'aide de cordes, était étendu, sanglant, en travers du corps de sa sœur, dont les bras repliés en arrière et les jambes étendues étaient également ligotés.

La pièce semblait avoir été soigneusement visitée par des inconnus au comant des atours de la maison et le coffre-fort était ouvert.

M^{lle} Duminié courut, affolée, prévenir M. Pruvost, maire de Nibas. Celui-ci alerta la gendarmerie de Prévillers-Escarbotin, laquelle prévint immédiatement M. le capitaine Besson, qui se transporta sur les lieux en toute hâte et ouvrit une enquête en compagnie de l'adjudant Rousseau.

COMMENT LE CRIME FUT PÉTRÉ

On a constaté que M. Alfred Delahaye et sa sœur, M^{lle} Marie Delahaye, ont été attaqués sauvagement, c'est-à-dire à un moment où le vieillard se préparait à remettre sans doute des papiers aux individus présents dans l'habitation, ceux-ci se jetèrent sur lui et après l'avoir bâillonné, lui portèrent des coups de matraque.

Sa sœur subit également le même sort et les deux vieillards roulèrent l'un sur l'autre.

C'est alors que les agresseurs voyant les portes des meubles ouvertes, s'emparèrent de la fortune de leurs victimes, environ 700 à 800.000 francs et prirent la fuite.

LES ASSASSINS SERAIENT VENUS EN AUTO

Ce crime a dû être commis vers 15 heures, mardi. En effet, à ce moment une auto a été vue en stationnement non loin de l'habitation. Trois hommes s'y trouvaient. Tandis que le conducteur gardait la voiture, les deux autres complices se rendirent chez M. et M^{lle} Delahaye.

La brigade mobile de Lille, arrivée hier matin sur les lieux, a aussitôt commencé ses recherches.

Comme les deux vieillards étaient très riches, spéculant en Bourse et recevant de fréquentes visites de courtiers, les enquêteurs orientèrent leurs recherches dans ce milieu.

TROIS AUTOMOBILISTES SUSPECTS

Les policiers ne tardèrent pas à retrouver trois individus dont deux, coïncidence tout au moins troublante, ont été vus pédaler chez le riche fermier à peu près vers l'heure supposée du crime, tandis que le troisième gardait l'auto sur la route.

Tous trois sont domiciliés à Amiens et sont démarcheurs de banque ou d'entreprise de capitalisation. Ils ont été rejoints et interrogés, mais n'ont pas été arrêtés.

Une autre piste est suivie et les recherches se poursuivent.

LE MONTANT DU VOL

Jusqu'à présent, le Parquet qui est descendu mercredi sur les lieux, n'a pu établir l'importance du vol. Le coffre-fort devait contenir surtout des titres. Des sommes d'argent formaient un total de 8.000 fr., cachées en différents endroits, ont échappé aux investigations des assassins et ont été retrouvées.

L'AUTOPSIE

Lors de sa descente sur les lieux, le Parquet d'Abbeville était accompagné de M. le docteur Huret, médecin légiste qui a été chargé de l'autopsie.

Cette opération a démontré, comme nous le disions plus haut, que les deux vieillards ont été assassinés avec une matraque, vraisemblablement en caoutchouc.

La procession du Saint-Sang, à Bruges



Lundi devait avoir lieu, à Bruges, la célèbre procession du Saint-Sang. Mais le mauvais temps empêcha sa sortie. (Ph. Keystone.) Voici la présentation du Saint-Sang à la foule assemblée en face de la cathédrale.

La Commission d'enquête a entendu hier M. Lefèvre

Paris, 6 mai. — La Commission d'enquête n'a entendu ce matin que M. Lefèvre, commissaire aux délégations judiciaires. Mme Abel Ferry, convoquée également, s'était excusée. Elle sera invitée par lettre à se rendre ultérieurement devant la Commission.

D'après les premiers renseignements recueillis auprès des membres de la Commission, M. Lefèvre aurait indiqué que les perquisitions dont il avait été chargé à la banque Oustrie avaient été opérées en vertu de l'article 419 du Code pénal, et qu'il n'avait reçu aucune instruction pour rechercher des pièces intéressantes au point de vue politique.

Le témoin a affirmé que le 3 décembre, il avait vérifié le contenu de tous les coffres de la banque Oustrie et qu'il n'avait rien trouvé, dans celui de M. Badoux, les enveloppes qui, d'après le témoin, contenaient les honoraires refusés par M. Raoul Péret et y avaient été déposées. Il a déclaré, d'autre part, qu'au moment de ces perquisitions, il n'avait pas vu de dossiers de MM. Millot, Goyard et Moysset qui, par la suite, ont été découverts ensemble.

La Commission a décidé d'entendre sur ce point, demain, M. Ameline, autre commissaire aux délégations judiciaires.

M. Sndreau, détective privé, mêlé à l'affaire de la Hanchacha, est également convoqué pour demain.

La population du Maroc a augmenté de 180.000 habitants

Rabat, 6 mai. — Les résultats provisoires du recensement effectué en 1931 font ressortir une augmentation d'environ 180.000 habitants dans l'ensemble des principales villes du Maroc, sur les chiffres de 1926.

Un jeune ingénieur assassin devant le jury de la Seine

Paris, 6 mai. — Un jeune ingénieur, sorti de l'Ecole Centrale, André Bourdin, a comparu cet après-midi, devant le jury de la Seine pour avoir tué celle qu'il considérait comme sa fiancée.

Cette dernière, Christiane Aubin, 21 ans, agrégée d'abord pour ami, mais quelques jours plus tard, le jeune ingénieur trouva dans le sac de sa fiancée, des lettres et un chèque qui constituait la preuve de son infidélité.

Christiane Aubin avoue. Elle a un autre ami riche et au cours d'une scène de jalousie, cet ami, André Bourdin tua la jeune fille de trois coups de revolver et va se constituer prisonnier.

Les débats dureront deux jours.

L'interrogatoire de l'accusé

A l'audience André Bourdin hoché la tête, approuvant quand le président Barnaud souligne son passé de bon élève, puis, exposant les faits, M. Barnaud rappelle que le mariage avec Christiane Aubin avait été fixé à dix-huit mois plus tard, elle devait alors l'amie de Bourdin.

C'est alors seulement, dit le Président, que vous apprîtes qu'elle habitait ce hôtel. Cela ne vous a pas surpris ?

— Je l'aimais, répond l'accusé. Comme le Président montre que la victime était dépeinte, l'accusé répond qu'il avait confiance en elle: Je pensais qu'une fois mariée elle changerait. Elle me poussa à avancer la date de notre mariage: Je n'ai eu longtemps après que pendant une de ses absences, elle fit un voyage en compagnie de M. Thiéry-Delanoue. Le Président en vient à la scène de drame.

— Christiane paraissait inquiète de son sac, J'ai fait le geste de le prendre, dit-il, mais elle s'en saisit. Le chèque tomba par terre. A ce moment, ne voulant pas lui faire du mal, Christiane Aubin se précipita dans sa chambre sur le palier. J'ai trouvé le chèque payable à l'ordre de Mme Christiane Aubin.

Qui sera Président de la République ?



QUELQUES CANDIDATS POSSIBLES, VUS PAR CABROL (Wide World photos.)

Léon BÉARD, PAUL DOUMER, ARISTIDE BRIAND, ALBERT LEHRMANN, ANDRÉ MAGINOT